



Editeur: Parti Révolutionnaire Communistes

Pour nous écrire : COMMUNISTES 27, Boulevard Saint-Martin 75003 PARIS

Edito

## La réforme des retraites, ce n'est pas terminée

La puissance des grèves et des manifestations pendant 4 mois est le signe d'une colère qui ne faiblit pas. La promulgation de la loi dans la précipitation par Macron le 14 avril a renforcé la détermination à ne pas « tourner la page » et il n'y a pas eu de retour à la normale. Le rejet massif de la réforme a renforcé le développement des luttes, grèves, blocages dans les entreprises publiques comme privées. Loin de se cantonner à la seule question des retraites, la lutte contre la réforme a servi de catalyseur à une multitude de colères accumulées : les salaires, les conditions de travail, la précarité, le coût de la vie, l'inflation, les hausses des prix de l'énergie, des produits alimentaires, la destruction des services publics. Ces dernières semaines, les luttes dures pour les salaires se sont multipliées. Une dynamique qui a déjà permis localement d'arracher des victoires importantes. C'est toute la politique de Macron au service du capital qui est rejetée, condamnée.

L'intersyndicale appelle à une 14<sup>ème</sup> mobilisation le 6 juin, il faut en assurer la réussite, en faire un grand moment de lutte et le continuer par une multiplication des grèves, des débrayages seul moyen pour inverser le rapport de force

### Macron développe un projet de société bien précis, celui du capitalisme, et ce n'est pas terminé

Le mot d'ordre de Macron : "réformer plus vite, plus fort".  
-Macron se félicite de la réindustrialisation de la France, et de son attractivité ! 13 milliards € promis par les grandes entreprises capitalistes pour investir en France. A quel prix ! Depuis 2017 Macron leur a fait cadeau de 30 milliards d'euros de baisses d'impôts, d'exonérations de cotisations sociales 75 milliards (en 2022), transformation du CICE : coût 20 milliards d'euros par an, suppression progressive de la CVAE (Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) : 4,1 milliards d'euros dès 2023, Allègement des impôts de production de 10 milliards d'€ par an. 300 milliards versés aux multinationales avec le plan de relance... « L'efficacité » vanté de sa politique économique c'est la surexploitation des travailleurs, le prix de la force du travail a moins augmenté en France depuis vingt ans que dans tous les autres pays d'Europe.

- Le Budget 2024 va se traduire par la réduction drastique des dépenses publiques, Le Maire a annoncé la couleur « plusieurs milliards d'économies », la priorité réduction des dépenses sociales, l'objectif : réduire le taux de dépenses publiques à 54 % du PIB en 2027. Économie sauf pour le **budget des armées**, la loi de programmation militaire pour 2024-2030 : le gouvernement Macron prévoit de porter le budget total des armées à **413 milliards** d'euros sur les sept prochaines années pour atteindre **69 milliards** d'euros en 2030 contre 32 milliards d'euros en 2017 soit le double !

-Réforme du RSA, de l'assurance chômage, des lycées professionnels : retour du travail gratuit pour l'employeur, les heures travaillées sont subventionnées par l'État, les chômeurs sont contraints d'accepter n'importe quel emploi sous-payé. C'est le prix de la force de travail qui est en jeu. De la main d'œuvre la moins cher possible. Tout s'achète et tout se vend, y compris la force de travail des salariés sur le marché du travail.

-Après la retraite la sécurité sociale Les comptes de la Sécurité sociale sont partis pour replonger plus profondément dans le rouge à partir de l'année prochaine, s'inquiète la Cour des comptes. Cette situation justifie des « réformes plus vigoureuses ». Moscovici s'y emploie

### Non, ce n'est pas terminé.

Les luttes de ces millions de salarié(e)s, de retraité(e)s, de jeunes lycéens et étudiants va bien au-delà de la défense des retraites. Le mécontentement s'étendra encore, l'action s'étendra, s'élargira tout simplement parce que la dégradation du niveau de vie des français s'accélère que la situation sociale se dégrade pour des millions de salariés qui ne peuvent plus joindre les deux bouts. La lutte des classes s'intensifie autour de la question des salaires de l'emploi et du temps de travail. L'idée que seules les luttes qui attaquent le capital et ses profits permettra de le faire reculer gagne du terrain. La lutte de classe se pose avec plus d'acuité.

La lutte quotidienne pour la défense des conquêtes sociales, pour la satisfaction des revendications est une nécessité absolue. Les grandes conquêtes ont été imposées par la lutte des travailleurs.

**Oui les luttes se renforcent, ce n'est pas terminé, c'est à ce prix que nous les ferons reculer**

## Souscription nationale

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis. **Nous savons que nous pouvons compter sur vous.**

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Tél perso : \_\_\_\_\_ Signature  
E-mail : \_\_\_\_\_

**Je verse la somme\* de:**  
.....€

Chèques\* libellés à : Aline PORNET  
mandataire financier de Communistes  
Vos dons pourront être déclarés aux impôts  
pour obtenir un dégrèvement.  
66% du montant des sommes versées.

envoyer à : Parti Révolutionnaire Communistes  
27 Boulevard Saint-Martin- 75003 PARIS

# La situation sociale se dégrade pour des millions de salariés et les jeunes qui ne peuvent plus joindre les deux bouts<sup>(\*)</sup>

**Le capital doit aller plus loin et plus vite dans la course au profit. Il veut accroître son terrain de chasse, en concurrence féroce dans la guerre de repartage des marchés et des ressources naturelles pour capter les "sources" de profits, pour plus d'exploitation des travailleurs. Macron est au pouvoir pour amplifier cette mise en œuvre de la politique du capital.**

Les aspirations de la jeunesse sont violemment percutées par les politiques antisociales du capital et de son gouvernement. Précarité, exploitation la jeunesse est « sacrifiée ». Les jeunes salariés, apprentis, stagiaire et en recherche d'emploi souffrent: 20% sont pauvres, 13% ne sont ni en emploi ni en formation...

Les lycées professionnels, vont devenir un vivier des employeurs, augmentant d'au moins 50 % les temps de stage en connectant les lycées professionnels aux besoins des entreprises. C'est l'un des grands objectifs de la réforme de cette voie d'apprentissage, l'offre de formation, en fonction des territoires, des métiers en tension et des secteurs en développement, les stages en cours d'études seront rémunérés, dès la rentrée prochaine, aux frais de l'Etat (à raison de 50 à 100 euros la semaine). Les entreprises vont mettre un pied dans les établissements en préconisant, l'ouverture de "bureaux des entreprises" dans chaque lycée, le recrutement d'intervenants extérieurs sous le statut de "professeurs associés", ou encore la généralisation du mentorat. Le placement de la ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation

professionnelle, Carole Grandjean sous la double tutelle d'Olivier Dussopt, ministre du Travail, et de Pap Ndiaye, à la tête du portefeuille de l'Education en dit long sur cette orientation. La réévaluation de la carte des formations sera basée sur l'analyse des besoins locaux en matière d'emploi. Pap Ndiaye l'assume, au micro de FranceInfo : les lycées professionnels doivent « répondre aux besoins de l'économie ». *Le MEDEF aura la main sur la formation professionnelle.*

Les jeunes sont nombreux, ils représentent une force colossale pour renverser la table. Ils entrent dans l'action, participent aux manifestations des salariés, Les manifestations pour les libertés et l'environnement sont pour eux des sujets particulièrement sensibles puisqu'il s'agit de leur avenir.

*(\*) 8 millions de personnes en précarité alimentaire, 42% des Français les plus pauvres ont supprimé un repas, faute de moyens. Le nombre de bénéficiaires des aides du Secours Populaire, des Restos du Cœur a augmenté de plus de 22% en un an.*

*(\*) En 2022, le salaire mensuel de base des Français a diminué de 3%, (indication du ministère du travail). Ce qui n'était pas arrivé depuis plus de 20 ans.*

**Le gouvernement s'apprête à dépenser des milliards pour l'armée et la défense des intérêts de l'impérialisme français.**

La loi de programmation militaire prévoit une augmentation record du budget de l'armée. Un réarmement soutenu par l'ensemble des forces politiques. Ce sont 413 milliards d'euros qui seront dépensés jusqu'en 2030, le budget annuel de l'armée va passer de 40,9 milliards d'euros en 2022 à 68,9 milliards en 2030, tendant ainsi vers les 2% du PIB consacrés à la défense. Un message bien reçu par les entreprises qui espèrent remplir leurs carnets de commandes et leurs profits

Des chiffres faramineux alors que le système de santé est démantelé, l'actualité montre les dégâts de la politique du gouvernement. L'inflation rogne les budgets des ménages, la brutale réforme de l'assurance chômage et des retraites et la préparation d'une offensive austéraitrice inscrite dans le Programme de stabilité envoyé à la Commission européenne.

Le gouvernement accélère la refonte de Pôle Emploi en France Travail et le projet de RSA sera présenté au Conseil des ministres en juin pour contraindre l'allocation du RSA à l'exercice de 15 à 20 heures d'activité.

## **Une offensive contre les cotisations sociales.**

Un projet de loi sur le partage de la valeur doit être examiné en juin, ce dernier cache une volonté de développer la logique des primes au détriment des hausses de salaire et l'association capital/travail.

Au menu du projet de loi figureront les mécanismes de participation, d'intéressement et la plus récente prime « pour le partage de la valeur » (PPV) qui s'étendra aux entreprises de moins de 50 salariés.

L'entrée en vigueur de cette loi est pour l'instant prévue à ...2025 et il faut la réalisation d'un bénéfice net fiscal positif au moins égal à 1 % du chiffre d'affaires pendant trois années consécutives, conditions que respectent seulement 17 500 entreprises sur les 130 000...

Les salariés ne sont pas prêts de voir la couleur de l'argent. Ce que certains salariés gagneront d'un côté en pouvoir d'achat immédiat avec cette prime, ils le perdront

de l'autre côté en salaires, mais aussi en droits sociaux. Les revenus extra-salariaux ne donnent pas droit à la retraite ou au chômage, les primes, tout comme la participation et l'intéressement sont exonérés partiellement ou totalement de cotisations, leur utilisation massive crée un déficit de recettes pour la Sécurité sociale et les différents régimes sociaux... Même chose avec la baisse des impôts des « classes moyennes » de 2 milliards d'euros d'ici à 2027. Les Echos annonce que la piste privilégiée, passerait par l'augmentation du plafond de la prime d'activité et la baisse des cotisations sociales.

L'objectif du gouvernement est de faire disparaître les cotisations sociales au profit de l'impôt, la cotisation est une partie du salaire socialisée. **Toute cette politique se fait sur le dos des travailleurs.**

**Pour adhérer**  
 **Prendre contact**

Adresse: Parti Révolutionnaire Communistes  
99bis Avenue du Général Leclerc 75014 PARIS  
E'mail : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél perso :

E-mails :

## Le gouvernement conduit une politique de combat contre les salariés.

Les grèves et les mobilisations peuvent faire bouger le rapport de force, c'est ce que craint le gouvernement et le capital, la répression est à la mesure de leur fébrilité.

**Le gouvernement est inquiet .**

La prise de conscience de plusieurs millions de manifestants que seule la lutte permet des conquêtes sociales a progressé. L'idée que seules les luttes attaquant le capital et ses profits permettra de le faire reculer gagne du terrain, la responsabilité du capitalisme commence à être posée, la lutte de classe se pose avec plus d'acuité.

La priorité du gouvernement est de renforcer encore le contrôle de l'espace public et les capacités de répression, à tous les niveaux. **Macron a besoin de sa police pour réprimer les mouvements sociaux.** Face à de potentielles explosions de colère face à l'inflation et aux conséquences des attaques du gouvernement sur l'assurance-chômage ou la réforme des retraites, la casse des services publics, la dégradation du système de santé, il renforce son bras armé. **Il prépare la casse du droit de grève pour museler le mouvement social,** à droite Les Républicains ont déposée une proposition de loi sur le bureau de l'Assemblée nationale intitulée « *Mettre fin à l'occupation illicite des locaux universitaires* », et vise à faire un délit de la pratique étudiante d'occuper son lieu d'étude.

Le gouvernement répond aux manifestations par des mesures répressives, la colère s'étend. La lutte des classes est de retour pour ceux qui pensaient l'avoir enterré. Autre projet sous prétexte de protéger les internautes contre les fraudes et harcèlements, les fournisseurs d'accès à in-

ternet seront mis à contribution pour créer des listes noires et empêcher l'accès à des sites dont le « *blocage des médias de propagande* »

L'organisation de grands événements, comme les JO ou les Coupes du monde, va aussi permettre de déployer des mesures sécuritaires et des outils de surveillance technologique comme la vidéo-surveillance et la reconnaissance faciale, l'utilisation des drones...

La France vient d'être épinglée à l'ONU lors de l'examen de la situation des droits de l'homme sur la répression, le Liechtenstein a même demandé une enquête indépendante sur les excès de la répression, des interventions ont été exprimées sur les droits des immigrés, la France a été également épinglé sur les droits des femmes.

**Sans attendre il faut s'opposer avec force à toutes les attaques du capital. La lutte de plus en plus large et déterminée, tous ensemble, est la seule voie et notre parti y est présent activement en menant la bataille politique contre le capitalisme et son pouvoir politique!**

Il faut la lutte quotidienne, sans relâche contre l'exploitation pour stopper les attaques du pouvoir dictées par le capital pour imposer des avancées. C'est tous ensemble dans une lutte convergente que nous devons combattre et s'attaquer fondamentalement au système capitaliste.

**Notre parti tiendra son Congrès à Paris les 16 et 17 juin. Il réaffirmera la lutte contre le capitalisme et le combat de classe pour la perspective du renversement du capitalisme et le changement de société.**

### **Encore des cadeaux pour les entreprises.**

Bruno Le Maire a présenté au conseil des ministres son projet de loi sur l'industrie verte.

\*23 milliards d'euros d'investissement industriels.

\*Un nouveau crédit d'impôt et un plan d'épargne pour flécher l'épargne des jeunes vers les projets industriels verts.

\*2,3 milliards d'euros de prêts directs ou de garanties et 490 millions d'euros en fonds propres seront déployés par Bpifrance.

\*Une enveloppe supplémentaire de 175 millions d'euros pour l'appel à projets « *écosystèmes territoriaux hydrogène* ».

\*Depuis 1979, les aides publiques ont crû de près de 3 points du PIB et ont été entièrement distribués aux entreprises. En 2021, ces aides sont passées de 3,5 à 6,5 % du PIB.

\*De l'argent pour les entreprises et le gouvernement resserre un peu plus les cordons de la bourse, en gelant 1 % des crédits de son budget 2023 : c'est 1,8 milliard d'euros d'économie, s'ajoutant aux 5 % déjà « gelés », soit 10 milliards. Bruno Le Maire a reçu les équipes de l'agence de notation et a annoncé que les Assises des finances publiques se tiendront le 19 juin, il aura dit-il « *l'occasion de préciser les économies que nous ferons dès le projet de loi de finances pour 2024* ». **Concrètement, il s'agira de mettre à la diète, le peuple, les services publics pour préserver les profits des entreprises.**

**9<sup>ème</sup> Congrès du Parti Révolutionnaire Communistes**  
**16 et 17 juin à Paris au CIS Kellermann.**

**Développer notre parti  
pour la lutte contre le capitalisme  
et le combat de classe pour le changement de société.**



## 8, 9 mai 1945: Capitulation de l'Allemagne nazie

**L**e 8 mai 1945 heure de Berlin et le 9 mai heure de Moscou, l'Allemagne nazie qui s'était constituée et organisée sous la haute protection du capitalisme allemand capitulait après avoir mené pendant près d'une décennie des guerres de conquêtes impérialistes. Cette capitulation mettait fin à la deuxième guerre mondiale qui comme la première était le résultat des rivalités impérialistes pour le nouveau partage des marchés, des territoires et des sphères d'influence, ainsi que de leur exacerbation dans des conditions de crise économique capitaliste.

**L**a barbarie nazie qui s'appuyait sur des conceptions racistes conduisant à l'extermination de masse des juifs, des tziganes et des slaves considérés comme des sous-hommes laissera une marque indélébile dans l'histoire de l'Humanité.

L'URSS, les mouvements partisans du monde entier, dirigés par les partis communistes des pays occupés, ainsi que les communistes et d'autres militants patriotes se sont opposés à l'axe fasciste et l'ont finalement vaincu. L'URSS a payé le plus lourd tribut de la lutte contre le nazisme. Plus de 20 millions de personnes civils et militaires ont perdu la vie en URSS, dont beau-

coup étaient membres du Parti Communiste (bolchevik) de l'URSS et de sa jeunesse, le Komsomol.

**I** faut mesurer que sans les sacrifices immenses des peuples soviétiques, rien n'aurait été acquis en ce qui concerne notre propre libération. Ce qui n'enlève rien aux mérites de tous ceux qui se sont battus pour cette libération: soldats des armées régulières et soldats de l'ombre, de la résistance dans laquelle, les communistes jouèrent un rôle important au côté de tout ceux qui refusèrent l'infamante défaite voulue par les classes dirigeantes qui préféraient Hitler au front populaire et se vautrèrent dans la collaboration avec les nazis.

**L**es mêmes qui préférèrent Hitler au front populaire tentent aujourd'hui de réécrire l'histoire à la fois pour nier le caractère de la deuxième guerre mondiale, minimiser, voire nier le rôle décisif de l'URSS dans l'écrasement du nazisme et même au final en faire porter la responsabilité à l'URSS qui mena une guerre juste pour défendre la patrie socialiste attaquée.

**D**ire tout cela aujourd'hui, c'est aussi empêcher que la capitulation de l'Allemagne serve de support au renforce-

ment des alliances impérialistes et à des discours nationalistes insupportables visant à justifier la guerre en Ukraine. **À l'occasion de la célébration de l'écrasement de l'Allemagne nazie, nous voulons souligner que la guerre en Ukraine que nous avons analysée comme une guerre impérialiste met en danger les peuples. Elle n'aura pas d'issue sans leur intervention.** Dans l'immédiat, nous exigeons l'arrêt des combats et l'ouverture de négociations pour mettre un terme à ce conflit et nous alertons sur le fait que la guerre sert aujourd'hui de prétexte au renforcement militariste de l'Union Européenne et de l'OTAN dominé par les USA. Nous exprimons notre solidarité avec les peuples ukrainien et russe premières victimes de cette guerre impérialiste. Il n'y aura pas de véritable sécurité collective en Europe et dans le monde sans lutte pour une autre société qui ne soit pas dominée par une logique de grande puissance basée sur la recherche sans fin du profit et de l'appropriation privée des ressources.

**C'est à ce combat que nous appelons les travailleurs de notre pays!**

## Palestine, 75 ans après la Nakba

**I**l y a 75 débutait la Nakba (la catastrophe), c'est-à-dire la dépossession des Palestiniens par des colons venus d'Europe et d'ailleurs de leurs terres puis la proclamation de l'Etat d'Israël. Ce processus de dépossession, d'expulsions, de violences et de massacres s'est poursuivi et atteint un paroxysme dans l'Etat actuel d'Israël dont la direction veut en finir avec les Palestiniens. Le Parti Révolutionnaire Communistes dénonce régulièrement dans son hebdo et dans ses tracts l'Etat de l'apartheid, l'Etat colonialiste d'Israël.

**D**épossédés de leurs terres en 1948, occupés par l'armée israélienne en 1967, massacrés par la garde bédouine du roi de Jordanie en 1970 lors de septembre noir, puis par les phalan-

gistes libanais sous l'œil de l'armée d'Israël à Sabra et Chatila en 1982, délogés de leur logement à Jérusalem est en 2000, sous le gouvernement Sharon et expulsés en Cisjordanie, les Palestiniens subissent depuis 75 ans les pires traitements. Depuis une décennie, la colonisation de la Cisjordanie s'accroît, tant dans sa géographie que dans le traitement inqualifiable des Palestiniens par les colons et l'Etat d'apartheid.

**A**ujourd'hui, le mythe de l'Etat palestinien gentiment accordé par les oppresseurs est en train de tomber. Les réactionnaires et les fascistes au pouvoir en Israël ne cachent pas leur volonté d'annexer le territoire en chassant les Palestiniens, certains vont jusqu'à

nier l'existence même d'un peuple palestinien.

**L**e droit des palestiniens à avoir un Etat est une exigence tout comme le droit au retour et à une vie digne, sur leur Terre ancestrale. Pour inverser la courbe de l'oppression coloniale et aller vers cette émancipation, le Parti Révolutionnaire Communistes exige l'arrêt des relations diplomatiques avec les colonisateurs.

Suivre l'actualité internationale sur notre site

[www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

**Communistes**

commission paritaire : N° 0325P11306  
directrice de publication : Christine PICAVEZ

3 Rue St Savin 85670 Saint Etienne du Bois

*E-mail*: [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

- imprimé par nos soins -

Page 4